



«Et si l'OMC sortait de l'impasse?»

PASCAL LAMY Pour le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est confié à Jacques Pilet, le monde a besoin de règles communes dans les échanges. Vers une sortie de l'impasse?

Depuis des mois, les Cassandre annoncent l'échec de l'Organisation mondiale du commerce, qui tente de sauver le «Cycle de Doha»: un accord sur les règles du jeu commercial entre 151 pays. Une gageure. Or, ces derniers jours, la machine paraît se débloquer. Le succès est en vue pour la fin de l'année.

Quatre camps posaient des exigences divergentes. Les Etats-Unis, qui demandent, comme tous les pays industrialisés, une ouverture des marchés émergents pour leurs produits et leurs services, mais refusent de réduire leurs subventions agricoles. L'Union européenne, qui tient

aussi à ses soutiens aux paysans, mais accepte de les réduire. Les grands producteurs que sont le Brésil, l'Australie, la Nouvelle-Zélande (le groupe de Cairns), qui exigent la suppression de toute aide publique à ce secteur. Les pays pauvres, nombreux et moins puissants, qui comptent beaucoup sur l'exportation de leurs matières premières, mais craignent de voir leurs fragiles économies ébranlées par une ouverture totale de leur propre marché. Et, enfin, un joker de taille: la Chine, qui se bat pour pouvoir arroser sans frein la planète de ses biens manufacturés, mais qui regimbe dans l'application des règles du jeu

(protection de la propriété intellectuelle, garanties sociales et environnementales, etc.).

Chacun s'est longtemps crispé sur sa position. Mais l'inlassable Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, et son équipe de négociateurs paraissent avoir peu à peu convaincu toutes les parties qu'un blocage serait désastreux pour l'économie mondiale. Faute d'une régulation mondiale, on en reviendrait aux rapports de force d'autan avec tous les risques qu'ils comportent. Le Français en appelle à un «sursaut politique».

«CYCLE DE DOHA»

Pascal Lamy et son équipe de négociateurs paraissent avoir peu à peu convaincu toutes les parties qu'un blocage serait désastreux pour l'économie mondiale.



«La conclusion du Cycle de Doha revêt une importance stratégique» pour la sécurité du monde, affirme-t-il, soulignant que «leur échec conduirait sans doute à de la rancœur, à de la frustration, en particulier dans les pays en développement, qui ont placé leurs espoirs dans les négociations en cours pour rééquilibrer le système en leur faveur».

L'espoir est revenu avec la récente décision des Etats-Unis d'envisager une réduction de leurs subventions agricoles: plus de 23 milliards de dollars aujourd'hui. Ils sont prêts à revoir ce chiffre à la baisse: entre 13 et 16 milliards. Les Européens disent leur soulagement. Ils acceptent pour leur part de réduire les droits de douane de plus de 50%. Les nations émergentes ne sont pas satisfaites, mais se préparent à assouplir elles aussi leurs revendications. A terme, elles n'ont rien à gagner, ni les plus performantes ni les plus faibles, à aller dans le mur.

La partie paraît technique. Elle est en fait hautement politique. Tout un pan du monde a le sentiment d'avoir été longtemps manipulé par des puissances industrielles qui exportaient leurs biens, mais fermaient leurs propres frontières pour protéger leurs paysans et leurs secteurs fragiles. Rééquilibrer le jeu est devenu une nécessité incontournable. On en est là.

Et, pour la Suisse, quelles conséquences? Pascal Lamy se défend de vouloir «la mort des paysans suisses». Comme il

ne veut pas celle des Européens. Il fait la distinction entre les différentes formes de subventions. Les plus dommageables sont celles qui vont à l'aide aux exportations. Lorsque les Etats-Unis abaissent artificiellement le prix de leur coton, ils mettent les pays africains dans une situation impossible. En revanche, le soutien à la dimension environnementale et sociale de l'agriculture est admissible sinon nécessaire dans une géographie comme la nôtre. La Suisse, qui doit sa prospérité à une industrie et à des services performants, a tout à gagner à s'ouvrir aux produits agricoles du monde. Même si elle doit un jour renoncer à planter du tabac ou de la betterave sucrière.

Le directeur général de l'OMC a eu ces derniers temps des mots très durs sur la «mode» des accords bilatéraux de libre-échange: ceux-ci bénéficient surtout aux plus puissants, ils ne comportent aucune possibilité d'arbitrage et ne tendent pas à l'équilibre des conditions de production. La mise en garde vaut pour la Suisse, friande de ce type de traités: elle se fait des illusions si elle pense que, par ce biais, elle garantira ses intérêts à long terme. Elle a besoin, elle aussi, du succès de l'OMC. La seule institution capable d'amener un peu d'ordre dans la grande foire mondiale. Pascal Lamy fait le point au moment d'une possible relance des négociations.

La négociation en cours, dite de Doha, dure depuis six ans. Et tout paraît bloqué. Est-ce une péripétie normale ou le signe d'une cri-

se profonde du système? Le monde se met-il à refuser le principe même de libéraliser les échanges sous l'égide de l'OMC?

Blocage? C'est un grand mot. Disons que tout avance lentement. Le cycle précédent a demandé huit ans de pourparlers. Or, aujourd'hui, tout est devenu encore plus difficile. Le paysage a changé. Les partenaires sont plus nombreux. Et l'on aborde trois fois plus de sujets. Les changements technologiques et géopolitiques compliquent la donne. Il est vrai que, pour les opinions publiques, l'ouverture des échanges suscite plus de craintes qu'il y a quinze ans. La globalisation s'accélère, notamment du fait de deux innovations qui marquent l'époque: l'internet... et les conteneurs qui facilitent les transports de marchandises à travers le monde. Cela touche les gens, les consommateurs comme les producteurs. En outre, il est apparu de nouveaux acteurs puissants. Face à cette accélération, on constate une grande lenteur des systèmes de gouvernance qui ne s'adaptent pas aussi vite que l'économie. Les gouvernements nationaux éprouvent des difficultés à transformer les politiques publiques.

Cela inquiète les pays riches comme les pauvres...

Il est vrai que beaucoup de pays en développement ont du mal à combler

UN MENTAL DE MARATHONIEN



JEAN-PAUL PELISSIER / REUTERS

JUILLET 2007 Pascal Lamy s'est rendu à l'Élysée pour y rencontrer Nicolas Sarkozy.

Pascal Lamy, 60 ans, a le physique et le mental du marathonien: long, sec, austère, porté sur l'effort à long terme. Ce «chrétien-social» a fait de

brillantes études, conseillé le premier ministre socialiste Pierre Mauroy et Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, avant d'être élu, en 2005, à la direction de l'OMC. Il aime dire qu'il a porté trois maillots: le national, l'europeen et le mondial. Cet idéaliste qui se méfie des grands discours a lâché un jour: «J'aimerais quitter le monde avec l'idée qu'il est un peu moins mauvais que quand j'y suis arrivé, et que j'y suis éventuellement pour quelque chose.»

Cette grande figure n'aurait pas pu réussir sur la scène politique française: il déteste les cocktails et les manœuvres politiciennes. Mais il s'épanouit à la tête de l'institution internationale qui fonctionne le mieux: celle où

l'on recherche tous les jours les compromis qui permettent de commercer librement sans tomber dans la jungle sauvage. La tâche est ardue car le temps n'est plus où l'Europe et les Etats-Unis régnaient sans partage sur le business mondial. Les pays émergents font entendre des voix fortes et les plus pauvres se rebellent contre l'échange inégal. Lamy est l'homme des paradoxes: il aime courir mais s'autorise de temps à autre un cigarillo, il est ascétique mais apprécie les grands bordeaux, il est catholique mais sa culture est protestante, il est Français mais reconnaît le mérite de la vision économique anglo-saxonne. Pas étonnant donc que ce libéral soit à ce point attaché

à la recherche des règles du jeu qui permettent d'humaniser le capitalisme. Il a cette qualité rare chez les hommes de pouvoir: une allergie marquée à la démagogie. Il démonte tranquillement les discours simplistes. Et rembarre les bavards enfermés dans les idées reçues. Plus philosophe qu'économiste, il s'efforce de comprendre les civilisations de ce monde, porteuses de rêves et de peurs différents. Tenter de trouver un langage commun entre elles, sur la base la plus concrète qui soit, le commerce, est le défi de sa vie actuelle. S'en donnera-t-il d'autres? Il est en tout cas peu probable qu'il plonge dans la marmite politicienne française. Il en est à mille lieues. **JJP**



MARCHÉ DU COTON Les USA subventionnent massivement leur production de coton et les Africains tirent la langue pour rivaliser sur ce marché faussé. L'OMC est là pour résoudre ce type de problèmes.

leur handicap dans la capacité à se placer dans la compétition. Ils ont de la peine à produire le capital nécessaire aux changements. Quant aux sociétés avancées, elles voient leur suprématie remise en question par la montée de nouveaux concurrents très performants. L'OMC est l'un des lieux où l'on tente précisément de maîtriser la mondialisation, où l'on pose des règles, où l'on surveille les marchés. Ce devrait être de nature à apaiser les craintes! Lorsque des tensions se manifestent entre ceux qui marchent en tête et ceux qui sont à la traîne, il n'y a que deux issues: la guerre ou la négociation. Ici, nous négocions.

Le travail de l'OMC est pourtant critiqué par les uns et les autres.

Tous les parlements ont tendance à bien aimer les exportations et moins les importations... Il n'y a pas de lobby en faveur de l'action de l'OMC. Ceux qui profitent du système le trouvent tout naturel et ne songent pas à le défendre. Les victimes du processus, elles, le voient d'un autre œil. Et elles se font entendre.

Dans plusieurs pays européens, la critique monte de deux bords opposés qui se rejoignent dans le rejet de la globalisation: la gauche altermondialiste et la droite nationaliste. Vous n'êtes pas troublé par la peur qu'inspire la mondialisation?

D'abord, je ne préconise pas la globalisation comme un idéal. C'est un système efficace mais inégalitaire. La question est de savoir où l'on veut placer le curseur sur l'échelle qui va de la libre entreprise à la protection sociale. Je suis de ceux qui croient à la nécessité de maîtriser cette globa-

lisation, car, si ce système est laissé à lui-même, il ne produit pas de la paix! Pensez aux défis que posent l'émission de gaz à effet de serre, au terrorisme, aux migrations... Ce n'est que par la concertation internationale que nous y ferons face. L'altermondialisme n'est en fait que la vieille critique de l'économie de marché. Je m'intéresse de près à ce que disent ces contestataires, mais je ne vois pas d'apports théoriques nouveaux. On en reste à ce que disait Gramsci au début du XX^e siècle. Dans cette logique, on finit par se référer à la nation comme un bouclier.

«L'OMC est l'un des lieux où l'on tente précisément de maîtriser la mondialisation.»

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC

Est-ce vraiment dangereux ?

Sans doute. Car se barricader derrière la nation protectrice, c'est se dresser contre les autres nations, c'est dresser les gens les uns contre les autres.

Mais l'OMC a-t-elle vraiment les moyens de poser des règles du jeu et de les faire appliquer?

Elle en a le devoir. Elle le fait. Mais elle n'a pas de pouvoir propre pour veiller à leur exécution. Elle ne peut qu'arbitrer les conflits entre les pays membres. Certaines de ces règles

sont de nature technique et ne posent pas de problèmes. Il y a des sujets où tout le monde est d'accord. Quand, par exemple, l'OMC fixe l'interdiction du commerce des espèces animales menacées, personne ne s'y oppose. Mais l'harmonisation des réglementations touche à des sensibilités culturelles très différentes. Pourtant, l'intégration l'exige. Si vous parlez des règles phytosanitaires, des organismes génétiquement modifiés, de la protection des travailleurs, des normes appliquées aux banques et aux assurances, là, les points de vue divergent, on débouche sur des visions opposées. La notion même de règle du jeu n'est pas vue de façon identique par tous. Dès que l'on parle de la gestion du risque, on entre sur le terrain des valeurs où l'on pondère le bien et le mal. Tous les peuples n'ont pas les mêmes rêves et les mêmes cauchemars.

Cent cinquante et un Etats sont représentés à l'OMC en vue d'une politique commerciale commune, mais chaque gouvernement veille à sa souveraineté: comment vivez-vous cette contradiction?

C'est l'Etat-nation qui garde le monopole de la régularisation. Si l'on accepte le principe de règles du jeu communes, il faut cependant accepter de céder une part de sa souveraineté. C'est indispensable en termes de commerce, de protection de l'environnement, de normes sociales fondamentales, de dispositions techniques, pensez à la télévision, à l'alimentation et à tant d'autres domaines. Mais ceux qui jugent de la pertinence de ces normes, ce sont les Etats. C'est le défaut du système:

il manque de cohérence. Il est parfois bien commode d'être incohérent...

Vous n'êtes donc pas un pouvoir universel.

Beaucoup de nos visiteurs, ici à l'OMC, ressortent en voyant bien que ce n'est pas le Pentagone, mais une boutique de 700 employés, où se réunissent les représentants des Etats, où l'on ne peut prendre des décisions que par consensus.

Le président français se dit favorable à la libéralisation du commerce mais «sans naïveté», sous-entendant que certains appliquent les règles, d'autres pas. Il n'est pas le seul à le penser.

S'il y a une maladie peu courante ici, c'est bien la naïveté. Je rencontre peu de négociateurs naïfs.

Mais vous n'avez pas le pouvoir de punir les tricheurs.

Nous n'avons pas de moyens de coercition. Nous œuvrons par la concertation et la persuasion. Cependant, en cas de conflits commerciaux, nous avons le pouvoir d'arbitrage.

Dans plusieurs régions du monde, les Etats paraissent préférer créer des entités régionales. En Europe, mais aussi en Amérique du Sud, en Asie... C'est une concurrence pour l'OMC?

Les précurseurs de cette tendance furent les Européens. L'idée est ancienne qu'un marché élargi, plus homogène, est plus efficace. Le projet de l'Union européenne est sans précédent. C'est un vaisseau spatial qui a réussi à se dégager de l'attraction du système national posé dès le XVII^e siècle par le traité de Westphalie. Que d'autres parties du monde, notamment des pays de taille moyenne en quête d'un plus large espace commercial, s'en inspirent aujourd'hui, sans porter si haut les ambitions il est vrai, c'est plutôt réjouissant. L'OMC prévoit et autorise de tels processus. Dans de tels cadres, les nations font l'apprentissage de l'ouverture et de la coopération.

Les traités bilatéraux de libre-échange se multiplient aussi. N'est-ce pas une façon de détourner l'action de l'OMC?

Là, je serais plus critique. En termes géopolitiques, ces accords bilatéraux sont moins bons. Parce qu'il y a des puissants et des faibles. En cas de conflit, l'arbitrage est difficile. Et puis, ces traités ne sont pas faciles à rectifier. Surtout, ils ne portent pas sur les questions systémiques, ils ne touchent pas aux sujets sensi-

«Se barricader derrière la nation protectrice, c'est se dresser contre les autres nations, c'est dresser les gens les uns contre les autres.»

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC

bles qu'aborde l'OMC, par exemple les règles antidumping, les subventions agricoles, celles à la production.

La Suisse déploie beaucoup d'efforts pour multiplier ce type d'accords.

Ce choix s'explique pour des pays qui se trouvent hors des ensembles régionaux, comme le Chili ou Singapour. Pour ce qui est de la Suisse, il y a surtout un aspect diplomatique important. Ces accords créent un effet d'optique: ils donnent le sentiment d'une relation privilégiée, mais ces préférences commerciales, lorsqu'elles se multiplient, ont en fait une portée amoindrie.

Les pays pauvres profitent donc plus du système de l'OMC...

C'est ainsi qu'ils le voient. Mais on ne peut plus parler comme autrefois du «tiers monde». Il faut distinguer les pays émergents, la Chine, l'Inde, le Brésil, le club que l'on appelle le G20. Ceux-ci veulent apporter des modifications au système. Ils refusent les réminiscences coloniales, cherchent un meilleur accès de leurs produits sur les marchés les plus riches et se battent contre les subventions agricoles. En outre, il y a le club dit du G90, des pays moins avancés, plus faibles, qui n'ont pas les mêmes intérêts. Ils sont moins offensifs, car ils n'ont pas la même capacité à bénéficier de l'ouverture des échanges. Pour ceux-ci, l'OMC est une réelle protection. Quand les Etats-Unis perdent dans un arbitrage commercial avec Antigua, ils doivent obtempérer!

Quant aux membres de l'Union européenne, ils doivent parler d'une seule voix. Mais avez-vous le contact avec chacun d'entre eux?

Il est vrai que la Commission est seule à négocier au nom de tous. Sa politique commerciale est fixée à la majorité qualifiée. C'est à Peter Mandelson de jauger ses marges de manœuvre et d'obtenir une majorité qualifiée sur les positions qu'il prend. Comment compose-t-il cette majorité qualifiée?

C'est son affaire. Je ne peux pas entrer dans les procédures de négociations internes des pays. Mais je m'intéresse bien sûr à chaque pays. Il est normal que je puisse m'adresser au Parlement européen, comme je le fais au Sénat ou à la Chambre des représentants des Etats-Unis. J'ai des contacts avec de nombreuses personnalités européennes.

Comment jugez-vous le poids de l'Allemagne dans ce processus?

Il est très fort. D'abord, du fait de son rôle au sein de l'Union. Il faut le mesurer au regard de l'histoire des cinquante dernières années. L'Allemagne est l'ancre du système européen. Les choses ont bougé autour de cet ancrage, mais c'est elle qui a incarné avec le plus de constance un système à la fois compétitif, ouvert, attentif aux réalités sociales et aux équilibres régionaux. Ce sont les Allemands qui ont créé le logiciel de l'euro. D'autres pays ont un comportement... plus volatil, vous le voyez à l'attitude de la Grande-Bretagne, de la Pologne et même de la France. Un autre pôle de stabilité dans la volonté communautaire est constitué par l'Espagne et l'Italie. Je dirais que l'Allemagne est le pays qui, dans le processus européen, est celui qui a le plus donné et le plus reçu. Pensez à la réunification. J'étais alors à Bruxelles. Nous avons réussi ce qui fut en réalité le premier élargissement en six mois!

Et la France? Comment la voyez-vous de Genève?

Il faut voir son évolution sur le long terme. La France a un rapport particulier à l'Etat, à la relation marchande, au protectionnisme. Elle a un attachement très fort à sa souveraineté. Si la France et l'Allemagne n'avaient pas été mises dans le même lit par cent cinquante ans d'histoire, la France serait sur la même longueur d'onde que la Grande-Bretagne! Mais la société française d'aujourd'hui est schizophrène, écartelée entre ce

LE PRIX DE L'EXCEPTIONNEL

qu'elle est et ce qu'elle pense. Parce que, en réalité, la France est très ouverte. Elle est globalisée dans son corps mais pas dans sa tête. Regardez le tourisme, le développement de l'internet, l'internationalisation des entreprises: dans le CAC 40, le peloton de tête des cotations boursières, 40% des firmes sont contrôlées par des capitaux étrangers. En Grande-Bretagne, cette proportion n'est que de 20%, et de 15% aux Etats-Unis.

Si les négociations en cours depuis l'été n'aboutissent pas, si c'est l'échec, avez-vous un plan B?

Il n'y a pas de plan B. Nous n'avons pas le choix. Tout est compliqué, mais nous n'avons pas d'autre route possible. Le monde a besoin à la fois de l'ouverture du commerce et de règles communes dans les échanges. Nous avons la capacité avérée de les fixer. Et d'arbitrer les divergences.

L'OMC ne fermera donc pas boutique...

Personne ne le veut. Même pas les altermondialistes qui ont si souvent manifesté contre nous. Ils voudraient une autre OMC, mais ne demandent plus sa suppression! !

Fin septembre à Monaco, les très sélect(iv)es et caritatives enchères Only Watch* ont rapporté 4,5 millions de francs. Il faut, certes, distinguer les mises spontanées de celles soutenues par les marques pour nourrir leur cote.

Mais, unique en son genre, l'événement représente pour les 35 inscrites – leurs efforts de communication le prouvent – un important banc d'essai de leur créativité et de leur image. Au final, on relèvera les résultats décevants – euphémisme! – de certaines d'entre elles (Rodolphe, Eterna, Frédérique Constant, Pierre Kuntz ou deLaCour), dont un piètre 28 000 francs pour Girard-Perregaux.

A l'inverse, on notera l'incroyable envolée au-delà des 214 000 francs de Vacheron Constantin, Franck Muller et – étonnement – de Mauboussin.

Quant au duel évoqué ici entre Richard Mille – Philippe Starck versus DeWitt – et Jean-Michel Wilmotte, les seconds l'ont emporté avec 660 000 francs contre 528 000 francs. Adjugée 866 000 francs, la Nautilus Titanium de Patek Philippe a battu le record de mise.

En conclusion, on retiendra que les «acheteurs» ont préféré les concept watches ainsi que les pièces réellement uniques et originales aux N°1 de séries limitées ou à certaines «fausses nouveautés» jouant sur de trop simples variations de couleurs ou de matériaux.

Lego horloger étant ce qu'il est, on attend avec impatience l'édition 2009. !

DIDIER PRADERVAND,
RÉDACTEUR EN CHEF
DE *MONTRES PASSION*

*<http://www.antiquorum.com>



L'assurance auto illico.

Démarche hypersimple: quelques minutes vous suffisent pour calculer votre prime et choisir l'assurance qui vous convient. Et déjà, vous bénéficiez de la **couverture optimale**. Profitez vous aussi de nos primes avantageuses via Internet et de l'efficacité du service des sinistres des Assurances Bâloise, fonctionnant 24h sur 24. Faites les **économies** les plus **futées** qui soient.

 **baloisedirect.ch**
assuré illico